

Financement des exploitations agricoles

En sommeil depuis quelque temps, le groupe de travail redémarre avec un nouvel animateur, sur le thème de la sécurisation du crédit.

Dominique Lesaffre, consultant indépendant spécialisé dans le financement du milieu rural, rejoint Denis Pesche pour reprendre l'animation de ce groupe, dont les travaux ont débuté en janvier 2000. Les activités et documents produits jusque là sont disponibles sur le site : www.inter-reseaux.org.

Pistes de débats

Point clé du financement, le crédit est tributaire de différents facteurs de risques. Facteurs exogènes liés à l'environnement des institutions financières et des exploitations agricoles ; facteurs endogènes dépendant de ces mêmes institutions et de leur clientèle. De même existent des instruments de sécurisation du crédit aux exploitations agricoles : de type financier (assurance, Fonds de garantie) ou palliatifs à l'instabilité des marchés relevant de politiques agricoles.

En fournissant un cadre de débat à des acteurs répartis dans différents pays, l'Inter-Réseaux cherche à faciliter l'expression d'expériences géographiquement diverses. Ainsi, outre l'exploration de ressources documentaires (rapports, études, témoignages et analyses de personnes-ressources), des études de cas latino-américains et du bassin méditerranéen (Palestine, Maroc) viendront enrichir les travaux.

Trois catégories d'acteurs ont été ciblées pour ce thème, du fait de leur pratique de ce domaine :

- opérateurs de financements (SFD-systèmes financiers décentralisés, banques agricoles, OP, acteurs privés intervenant dans le crédit commercial) ;
- représentants d'utilisateurs de financements (groupements d'intérêt de type organisations de producteurs) ;
- services de l'Etat impliqués dans le financement de l'activité agricole (ministères de l'Agriculture, des Finances, organes de décentralisation, etc.).

Résultats attendus

Les travaux de cette deuxième phase s'étendront de novembre 2001 à octobre 2002. Ils déboucheront sur des **outils d'analyse** et des propositions mettant en relief les liens entre financement et politique agricole.

En effet, outre l'ingénierie financière et institutionnelle, d'autres leviers peuvent être déterminants pour que le crédit joue un rôle moteur dans le développement agricole (politiques d'organisation des marchés et de stabilisation des prix, politiques foncières, formations rurales, etc.). La prise en compte des liens entre les différents facteurs d'insécurité peut aider les acteurs à négocier des politiques de financement plus conformes à leurs exigences.

Les produits tirés de cette réflexion comporteront :

- ♦ Un rapport de synthèse sur les cas étudiés et les conclusions préliminaires ;
- ♦ des fiches d'étude de cas diffusables en version papier et électronique ;
- ♦ des notes de synthèse sur des aspects particuliers de la question traitée (assurances, fonds de garantie, produits de location-vente...), et sur les outils et instruments expérimentés dans ce domaine. Ponctuellement diffusés, ces produits intermédiaires permettront aux participants d'apporter leurs éclairages à mesure de l'avancée du débat.
- ♦ Un CD-ROM sur l'ensemble des produits cités (notes, débats, ressources documentaires).

Pour amorcer les débats

Les discussions pourront démarrer sur des instruments encore peu répandus, et qui feront l'objet d'une introduction documentée :

- **Produits financiers de location vente à moyen terme.** Exemple de la location vente mutualiste développée par les CECAM à Madagascar (*Caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel*) avec l'appui de l'asso-

ciation FERT (*Formation pour l'épanouissement et le renouveau de la terre*). Praticqué surtout pour l'acquisition de petit matériel agricole, ce produit est en effet peu usité : Pourquoi ? Quels en sont les avantages et les inconvénients ? Quels les éléments de contexte favorisent son développement ? Connaissez-vous des produits similaires ?

- **Garanties de crédit.** Dans le domaine des Fonds de garantie, beaucoup d'échecs mais aussi des expériences réussies (comme celle de SOS Faim en Amérique latine). Ces mécanismes et, plus largement, la question des garanties, feront l'objet d'une d'analyse en profondeur.

- **Assurances.** Leurs objets sont très différents (calamités naturelles, assurances récoltes, assurances décès, invalidité, santé). Peu d'expériences concluantes à ce jour dans les pays en développement où les risques seraient trop importants. Comment imaginer des produits adaptés aux contraintes de ces pays ? Quelles sont les expériences tentées et les enseignements à en tirer ? Et l'expérience des pays de l'OCDE dans ce domaine ?

- **Outils de prise de décision et de suivi du risque.** La meilleure prévention du risque réside généralement dans une bonne sélection de la clientèle. On pourra comparer des points de vue sur l'offre (banquiers, responsables de SFD) et la demande de services financiers par des producteurs solvables.

- **« Crédit stockage » et garanties liées aux récoltes.** Ces pratiques font intervenir des institutions tierces entre les producteurs et les institutions financières. Quels enseignements tirer de ces expériences ? Ce type d'instrument sécurise-t-il l'acheteur de produits agricoles ou le producteur ?

D'autres thèmes peuvent être proposés... À vous de réagir en commençant bien sûr par le menu qui vous est soumis, pour éventuellement nous signaler des exemples ou des ressources documentaires à prendre en compte, ainsi que des pistes intéressantes en matière de sécurisation, mais que nous n'aurions pas identifiées.

L'animation

Un premier noyau de personnes¹ a été constitué en octobre dernier pour conseiller les animateurs, suivre la démarche de travail et faciliter l'articulation du groupe avec d'autres dynamiques proches. Les animateurs prépareront les notes introductives à chaque thème et les membres du groupe

pourront réagir aux orientations proposées. La communication se fera principalement par Email et un espace de travail sera prochainement créé sur Internet afin de faciliter les échanges et la diffusion des ressources documentaires.

Des réunions de travail seront programmées à Paris ou ailleurs (Montpellier, Bruxelles) selon les sollicitations. Des ouvertures sont prévues vers d'autres bailleurs de fonds ((FIDA-Fonds international pour le développement de l'agriculture, FAO, GTZ-Coopération allemande, Banque Mondiale, DDC-Coopération suisse, Coopération luxembourgeoise), ainsi que des ONG européennes déjà engagées sur ce thème avec l'Inter-Réseaux et susceptibles d'être intéressées par des partenariats opérationnels (SOS-Faim et AQUADEV Belgique).

Au Sud, les animateurs contacteront directement des participants et personnes

ressources reconnues pour leurs compétences sur les sujets traités, afin de solliciter leur contribution. Ces animateurs participeront également, du **21 au 24 janvier 2001 à Dakar**, à un atelier sur le *Rôle de la micro-finance dans le financement de l'agriculture*, co-organisé par le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), et CERISE (Comité d'échanges, de réflexion et d'information sur les systèmes d'épargne-crédit), avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères et du FIDA. Une occasion d'échanges avec les membres du groupe basés au Sénégal pour valoriser leurs expériences sur les thèmes traités. D'ailleurs, il est souhaitable que les participants des pays en développement suggèrent aux animateurs des angles de débats originaux, afin que leur expression soit relayée dans le processus de travail.

Enfin dans le cadre de cette réflexion, des contacts seront également développés avec d'autres organisations telles que :

- ♦ le réseau MAIN (*Microfinance African Institution. Network*) dont le siège est basé à Addis Abeba en Ethiopie ;

- ♦ le Réseau des organisations paysannes et producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA)

- ♦ et, un réseau latino-américain sur les marchés financiers ruraux, actuellement en cours de constitution, co-animé par Dominique Lesaffre et la FINRURAL-Bolivie (*Asociacion de instituciones financieras para el desarrollo rural*). ■

Contact : denis.pesche@inter-reseaux.org

¹ Cécile Lapenu (CERISE), André Neveu (Crédit Agricole consultant) et Dominique Gentil (ex-IRAM). Ce groupe, restreint par souci d'efficacité, n'est pas fermé.

Aider les OP à améliorer leur communication

Lancement d'un forum sur l'intégration des nouvelles technologies dans les systèmes d'information et de communication des OP.

Les organisations de producteurs et les faitières en particulier, se trouvent investies de nouvelles responsabilités face aux mutations de leur environnement. Elles doivent renforcer leur pouvoir de négociation et de communication vers l'extérieur (bailleurs de fonds, partenaires de coopération, Etat). Elles sont aussi tenues d'améliorer la circulation de l'information au sein de leur structure, pour répondre aux besoins en conseils et renseignements pratiques, des producteurs désireux de participer à la vie de leurs organisations.

A cet effet, elles mettent en place des systèmes d'accès à l'information et des canaux de diffusion facilitant les échanges avec leur base, leurs partenaires et entre organisations. Outre les rencontres (réunions, séminaires, formations), différents moyens leur

permettent de communiquer : radio, bulletins, cassettes audio et vidéo, documents divers, dont la production et l'animation sont confiées à des élus et cadres de l'organisation, appuyés par des journalistes, communicateurs, formateurs et autres médiateurs.

L'usage d'Internet et des nouvelles technologies de l'information reste cependant limitée. Rares sont les OP qui consultent, produisent ou diffusent par ce biais. Pourtant, même en tenant compte de certaines difficultés (coût du matériel et des communications, connexion difficile et de qualité médiocre), ces technologies peuvent améliorer leur façon de communiquer.

Vos expériences sollicitées...

Partant de ce constat, l'Inter-Réseaux ouvre, avec le soutien du *Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-CE (CTA)*, un forum de débat sur ce sujet, en vue de proposer des orientations sur l'intégration des NTIC dans les systèmes d'information et de communication des OP. Plusieurs objectifs pour cet espace de discussion :

- Comprendre les contraintes rencontrées par les acteurs publics et privés au niveau local, régional et national pour identifier leurs besoins en informations, rechercher ces informations et les diffuser sur des supports adaptés ;

- évaluer leurs compétences et lacunes dans l'utilisation des NTIC et d'Internet, afin d'élaborer des programmes de formations et des conseils adaptés ;

- repérer avec des opérateurs de télécommunications et des fournisseurs de services Internet, publics, privés ou associatifs, les initiatives et projets en cours, ou à envisager, pour favoriser l'usage de ces technologies par les OP et les publics ciblés ;

- rechercher les articulations entre médias locaux et OP dans leur utilisation.

Ce forum s'appuiera dans un premier temps sur quatre pays: Burkina Faso, Bénin, Mali et Ghana. A partir de novembre 2001, des correspondants de l'Inter-Réseaux relayeront le débat dans les capitales de ces pays, en y contactant directement des membres pour y participer. Cependant, **où que vous soyez, vous êtes invités à communiquer vos témoignages et propositions sur ce sujet**. Un forum électronique sera ouvert sur ce thème et les médias de l'Inter-Réseaux rendront compte des différents échanges (Grain de Sel, sites web : inter-reseaux.org et passdev.net, Passdev-infos). ■

Gilles Mersadier
gilles.mersadier@inter-reseaux.org